

## GUJARAT MAZDOOR SABHA & ANR. v. THE STATE OF GUJARAT

(2020) 13 SCR 886 — W.P. (Civ.) No. 708 de 2020 — Cour suprême, 1<sup>er</sup> octobre 2020

---

### MÉTADONNÉES

**Intitulé exact :** Gujarat Mazdoor Sabha and Another v. The State of Gujarat

**Alias :** Gujarat Mazdoor Sabha Case ; COVID Labour Rights Case

**Thème :** Droits du travail en période de crise sanitaire – suspension des protections législatives – urgence publique

**Mots-clés :** Section 5 Factories Act 1948 – « urgence publique » ; COVID-19 et droits du travail ; limites des pouvoirs d'exception ; art. 21, 23 et 14 de la Constitution ; DPSP – État social de droit ; heures supplémentaires et salaire minimum ; exemption globale (invalide) vs exemption sectorielle (admissible)

---

### Résumé des faits :

Le 17 avril 2020, moins d'un mois après la proclamation du confinement national lié au COVID-19, le gouvernement du Gujarat émet une notification en vertu de l'article 5 du *Factories Act* de 1948. Cette disposition permet au gouvernement d'État d'exempter les usines de certaines dispositions législatives en cas d'« urgence publique ». La notification litigieuse exempte la totalité des usines enregistrées dans l'État du Gujarat de l'application de nombreuses dispositions protectrices du travail : la durée légale du travail est portée de 9 à 12 heures par jour (et de 48 à 72 heures par semaine), les intervalles de repos sont réduits, et les heures supplémentaires sont rémunérées à un taux divisé par deux. La notification, initialement prévue jusqu'au 19 juillet 2020, est prolongée par une seconde notification du 20 juillet 2020 jusqu'au 19 octobre 2020.

La Gujarat Mazdoor Sabha (syndicat étatique) et le Trade Union Centre of India (syndicat national) contestent ces notifications devant la Cour suprême sous l'article 32 de la Constitution. L'affaire est entendue par un banc de trois juges : Chandrachud J., Malhotra J. et Joseph J.

### Question(s) de droit :

La crise économique résultant de la pandémie de COVID-19 et du confinement constitue-t-elle une « urgence publique » au sens de l'article 5 du *Factories Act* de 1948 ? Les notifications du gouvernement du Gujarat exemptant l'ensemble des usines de l'application des règles protectrices du travail sont-elles valides au regard de la loi et de la Constitution ? Les droits fondamentaux des travailleurs garantis par les articles 14, 21 et 23 de la Constitution peuvent-ils être ignorés au nom d'une urgence sanitaire ?

### Solution(s) :

La Cour suprême annule les deux notifications et pose les principes suivants :

- **Le COVID-19 ne constitue pas une « urgence publique » au sens de l'art. 5 :** L'« urgence publique » prévue par l'article 5 du *Factories Act* s'entend d'une menace grave pour la sécurité de l'Inde ou d'une partie de son territoire. En s'appuyant sur la jurisprudence constitutionnelle relative aux articles 352, 355 et 356 de la Constitution, la Cour juge que la crise économique causée par la pandémie et le confinement ne constitue pas une telle menace sécuritaire. Le gouvernement ne saurait utiliser le COVID-19 comme prétexte pour activer ces pouvoirs d'exception.
- **Invalidité des exemptions globales :** Une exemption couvrant la totalité des usines de l'État — sans distinction de secteur ni de nature de l'activité — excède le champ de l'article 5 et est une délégation de pouvoir disproportionnée. La Cour observe que des exemptions sectorielles limitées (par exemple pour les usines produisant des équipements médicaux essentiels) pourraient être justifiées dans ce contexte, à condition d'être assorties de garanties statutaires adéquates.
- **Violation des droits fondamentaux des travailleurs :** Les notifications violent les articles 14 (discrimination arbitraire), 21 (droit à une vie digne incluant des conditions de travail humaines) et 23 (travail forcé : la réduction des heures supplémentaires à un taux inférieur au minimum légal s'apparente à du travail forcé). Les pertes financières causées par la pandémie et le confinement ne sauraient être reportées sur les travailleurs, qui constituent la base de l'économie.
- **Rappel des DPSP comme guides de l'action législative :** La Cour rappelle que les DPSP, quoique non justiciables, créent une obligation pour l'État de les appliquer dans l'élaboration de ses lois et politiques. Ils sont le socle de la notion d'État social de droit (« *welfare state* »). Une action étatique qui, au lieu de

protéger les travailleurs en période de crise, aggrave leur situation, va à l'encontre de l'esprit de la Constitution.

**Principe(s) dégagé(s) :**

La décision constitue un **rempart judiciaire contre l'utilisation de la crise comme levier de déréglementation**. Elle établit que les pouvoirs d'exception en matière de législation du travail ne peuvent être activés que dans des conditions strictement définies par la loi, et ne sauraient servir de vecteur à une suspension générale des droits des travailleurs, même au nom d'une urgence sanitaire. Les droits fondamentaux des travailleurs ne sont pas négociables en période de crise.

---

\* \* \*

**Citation(s) importante(s) :**

- **Chandrachud J. (pour la Cour) :** « *Financial losses that were caused as a result of the pandemic and the subsequent lockdown cannot be passed on to workers, who provide the backbone of the economy. The need to sustain humane working conditions and adequate compensation for overtime remain an essential consideration* ».
- **Chandrachud J. (sur les DPSP) :** Les DPSP et les droits fondamentaux « *are the two wheels of the chariot of the Constitution* » (reprenant la formule de *Minerva Mills*). Une politique d'exception qui vide les droits des travailleurs de leur substance va à l'encontre de l'obligation constitutionnelle de l'État de bâtir un État social de droit.
- **Chandrachud J. (sur la notion d'urgence publique) :** « *An economic crisis does not qualify as an 'internal disturbance' threatening the security of India, which is a precondition for invoking Section 5. The pandemic is not a reason for the State to abrogate its obligations under welfare legislation* ».

---

\* \* \*

**Postérité :**

- La décision s'inscrit dans un contexte où de nombreux États indiens avaient adopté, durant la première vague du COVID-19, des mesures similaires de suspension de la législation du travail. L'arrêt Gujarat Mazdoor Sabha a fait jurisprudence pour les syndicats contestant ces mesures dans d'autres États.
- La décision est saluée par la doctrine comme l'une des rares décisions du Cour suprême indienne durant la période COVID à avoir résisté à la tentation de la déférence exécutive : dans de nombreux autres litiges COVID, la Cour avait fait preuve d'une grande retenue face aux pouvoirs exceptionnels de l'exécutif. *Gujarat Mazdoor Sabha* constitue en ce sens une exception notable.
- La Cour a ordonné le versement rétroactif des salaires d'heures supplémentaires réduits aux travailleurs concernés, rendant son arrêt pleinement effectif et pas seulement déclaratoire.
- La décision a relancé le débat constitutionnel indien sur les **limites des pouvoirs d'exception en matière sociale**, notamment dans les discussions sur la crise migratoire des travailleurs journaliers non couverts par le *Factories Act* qui ont fait l'objet d'autres PIL durant la pandémie.

---

\* \* \*

**Références extérieures :**

- BHATIA, Gautam, « Coronavirus and the Constitution — The Pandemic, Labour Rights, and the Supreme Court's Judgment in Gujarat Mazdoor Sabha », *Indian Constitutional Law and Philosophy*, 1<sup>er</sup> octobre 2020.
- JAIN, M.P., *Indian Constitutional Law*, 8<sup>e</sup> éd., LexisNexis, Nagpur, 2018, pp. 1460-1510.
- KOTHARI, Jayna, *Social Rights Litigation in India: Developments of the Last Decade*, Centre for Law & Policy Research, Bangalore, 2012.
- SUNSTEIN, Cass R., *Pandemics, Panics, and Threats to Freedom*, University of Chicago Press, Chicago, 2021.

- THIRUVENGADAM, Arun K., *The Constitution of India: A Contextual Analysis*, Hart Publishing, Oxford, 2017, pp. 285-315.

---

© Chaire Droit public et politique comparés (copie, distribution et communication par tous moyens et sous tous formats, sous réserve de crédit et sans modification ; aucune utilisation commerciale autorisée)